

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48235]

**12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant règlement de l'épreuve de fonction visée à l'article 114 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 avril 2023 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 17 mai 2023 ;

Vu le rapport du 12 mars 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole de négociation n°843 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 7 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis n° 74.286/2, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne*

Section 1^{ère}. — Modifications concernant la promotion par avancement de grade

Article 1^{er}. Dans l'article 50, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le mot « six » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 2. Dans le même code, il est inséré un article 50/1 rédigé comme suit :

« Art. 50/1. § 1^{er}. La promotion au grade de directeur est suivie d'une période probatoire à l'issue de laquelle, en cas d'évaluation défavorable, l'agent promu est retrogradé à son grade antérieur.

L'agent réintégré dans son grade précédent est en instance de réaffectation.

L'agent qui fait l'objet d'une évaluation favorable est définitivement promu de plein droit.

§ 2. La période probatoire est d'un an.

Par dérogation à l'article 144, l'évaluation réservée n'est pas applicable, seule une évaluation favorable ou défavorable est attribuée.

Par dérogation à l'article 145, le principe d'un entretien tous les deux ans ainsi que celui de l'attente de la période du 15 septembre au 15 décembre pour l'évaluation ne sont pas d'application.

Par dérogation à l'article 151, une évaluation défavorable ne donne pas lieu à une évaluation intermédiaire.

L'évaluation à prendre en considération est l'évaluation définitivement attribuée, le cas échéant après avis ou décision de la Chambre de recours en application de l'article 150. En cas de recours devant la Chambre de recours, la période probatoire est prolongée de la durée nécessaire permettant à l'autorité de prendre une décision dans les délais prévus aux articles 150, alinéa 2 et 200, paragraphe 2, alinéa 4.

§ 3. Le présent article s'applique également à l'agent qui obtient le grade de directeur par changement de grade.

§ 4. L'agent qui, avant le terme de la période probatoire, se voit attribuer un autre emploi de directeur par mobilité interne, fait l'objet d'un retrait d'emploi ou dont l'emploi a été supprimé et qui est réaffecté dans un autre emploi de directeur est soumis à une nouvelle période probatoire d'un an. En cas de réintégration au grade précédent, il faut entendre par grade précédent le grade que l'agent avait avant sa promotion au grade de directeur.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux agents promus avant son entrée en vigueur. ».

Art. 3. Dans l'article 52bis, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot « quinze » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 4. Dans l'article 53, § 2, 1°, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le mot « six » est remplacé par le mot « quatre ».

Art. 5. Dans l'article 302, § 1^{er}, 1°, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017, les mots « six » est remplacé par le mot « cinq ».

Section 2. — Modifications concernant la mutation, la permutation, la mutation temporaire, la mobilité interne et externe

Art. 6. A l'article 71 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 8 les termes « entre le 1^{er} juillet et le 31 août » sont remplacés par les termes « du 15 juillet au 15 août » ;

b) à l'alinéa 9, 1° les mots « vingt et un » sont remplacés par le mot « quinze » ;

c) à l'alinéa 9, le 1° est complété par les mots « ; ce délai peut être prolongé, de deux semaines au maximum, lorsque le point de départ du délai ou son échéance tombe durant une période de vacances scolaires estivales » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour les emplois de recrutement et les emplois d'encadrement des rangs B1, C1 et D1, la mutation à la demande de l'agent est décidée par le directeur général du Service public de Wallonie Support sur proposition motivée du directeur général dont relève l'emploi à pourvoir après avis de l'inspecteur général concerné, établie notamment sur la base de la motivation du candidat et de l'adéquation du profil de fonction.

Pour les emplois d'encadrement et les emplois des rangs A4 et supérieurs, la mutation à la demande de l'agent est décidée par le Gouvernement selon la procédure applicable à ces emplois. » ;

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les emplois de recrutement et les emplois d'encadrement des rangs B1, C1 et D1, la mutation d'office est décidée par le directeur général du Service public de Wallonie Support sur proposition ou avis motivés concordants des directeurs généraux après avis des inspecteurs généraux concernés. » ;

4° dans le paragraphe 4, les mots « du rang A5 » sont insérés entre les mots « d'encadrement » et les mots « et les emplois de rangs A4 et A3 » ;

5° au paragraphe 5, les mots « de deux ans » sont remplacés par les mots « d'un an ».

Art. 7. A l'article 72 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « rang A5 et A6 » sont remplacés par les mots « rangs A4, A5 et A6 » ;

2° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « comités de direction des directions générales concernées » sont remplacés par les mots « directeurs généraux après avis des inspecteurs généraux concernés » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « pour les agents de niveau A » sont remplacés par les mots « pour les emplois d'encadrement du rang A5 et les emplois de rang A4 » ;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots «, le cas échéant, par voie électronique, » sont insérés entre le mot « permutation » et les mots « au moyen » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « de deux ans » sont remplacés les mots « d'un an ».

Art. 8. A l'article 73, § 2, du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « sur proposition conjointe ou avis conjoint des Comités de direction des Directions générales concernées » sont remplacés par les mots « sur proposition ou avis motivés concordants des Directeurs généraux après avis des inspecteurs généraux concernés » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « sur proposition conjointe ou avis conjoint des Comités de directions des Directions générales concernées » sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 75 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Pour les emplois de recrutement et les emplois d'encadrement des rangs B1, C1 et D1, la mobilité interne ou externe à la demande de l'agent est décidée par le directeur général du Service public de Wallonie Support sur proposition motivée du directeur général après avis de l'inspecteur général dont relève l'emploi à pourvoir, établie, notamment, sur la base de la motivation du candidat et de l'adéquation du profil de fonction.

Pour les emplois d'encadrement du rang A5 et les emplois des rangs A et A3, le Gouvernement décide, selon la procédure applicable à ces emplois, de la mobilité interne ou externe à la demande de l'agent.

Pour les emplois de recrutement et les emplois d'encadrement des rangs B1, C1 et D1, le directeur général du Service public de Wallonie Support, sur proposition motivée du directeur général intéressé après avis de l'inspecteur général concerné, décide de la mobilité interne ou externe d'office.

Pour les emplois d'encadrement du rang A5 et les emplois de rangs A4 et A3, le Gouvernement décide de la mobilité interne ou externe d'office. ».

Art. 10. Dans l'article 288, 1°bis, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, les mots « à l'exception des dispositions relatives à la mobilité externe » sont remplacés par les mots « les chapitres en question ne leur sont toutefois applicables qu'en ce qui concerne les mesures d'office ».

Section 3. — Modifications concernant la sélection

Art. 11. Dans l'article 114, § 4, du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté 2 septembre 2021, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Le jury ne peut être composé de plus de deux tiers de membres du même sexe. ».

Section 4. — Modifications concernant l'allocation de fin d'année

Art. 12. L'article 280 du même Code est complété d'un second alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de cessation des fonctions, l'allocation de fin d'année est payée en même temps que le pécule de vacances, dans le délai fixé à l'article 272, paragraphe 2. ».

Section 5. — Modifications concernant les inspecteurs généraux-experts

Art. 13. A l'article 365 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est remplacé par ce qui suit :

« La promotion au grade d'inspecteur général-expert est suivie d'une période probatoire à l'issue de laquelle, en cas d'évaluation défavorable, l'agent promu est rétrogradé à son grade antérieur. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « Elle est toutefois d'un an pour l'agent muté. » sont abrogés ;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'évaluation à prendre en considération est l'évaluation définitivement attribuée, le cas échéant après avis de la Chambre de recours en application de l'article 335. En cas de recours devant la Chambre de recours, la période probatoire est prolongée de la durée nécessaire permettant à l'autorité de prendre une décision dans les délais prévus aux articles 150, alinéa 2 et 200, paragraphe 2, alinéa 4 » ;

4° à l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots « muté ou » sont abrogés.

CHAPITRE 2. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 12 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/48235]

12. OKTOBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Juni 2014 zur Regelung der in Artikel 114 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes angeführten Funktionsprüfung;

Aufgrund der am 19. April 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Mai 2023 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 12. März 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 7. Juli 2023 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 843 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 24. Juli 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags Nr. 74.286/2 auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Abchnitt 1 — Abänderungen in Bezug auf die Beförderung durch Aufsteigen im Dienstgrad

Artikel 1 - In Artikel 50 § 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird das Wort "sechs" durch das Wort "fünf" ersetzt.

Art. 2 - In denselben Kodex wird ein Artikel 50/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 50/1 - § 1. Auf die Beförderung in den Dienstgrad eines Direktors folgt eine Probezeit, nach deren Abschluss und im Falle einer ungünstigen Bewertung der beförderte Bedienstete in seinen vorigen Dienstgrad zurückgestuft wird.

Für den Bediensteten, der in seinen früheren Dienstgrad zurückversetzt wurde, läuft ein Verfahren der Neuzuweisung.

Der Bedienstete, der eine günstige Beurteilung erhalten hat, wird endgültig von Rechts wegen befördert.

§ 2. Die Probezeit beträgt ein Jahr.

In Abweichung von Artikel 144 ist die vorbehaltene Bewertung nicht anwendbar, es wird nur eine günstige oder ungünstige Bewertung erteilt.

In Abweichung von Artikel 145 gelten der Grundsatz, dass alle zwei Jahre ein Gespräch stattfindet, sowie der Grundsatz, dass die Bewertung erst im Zeitraum vom 15. September bis zum 15. Dezember erfolgen darf, nicht.

In Abweichung von Artikel 151 führt eine ungünstige Bewertung nicht zu einer Zwischenbewertung.

Die zu berücksichtigende Bewertung ist die endgültig erteilte Bewertung, gegebenenfalls nach Stellungnahme oder Entscheidung der Beschwerdekammer gemäß Artikel 150. Im Falle einer Beschwerde vor der Beschwerdekammer wird die Probezeit um den Zeitraum verlängert, der erforderlich ist, damit innerhalb der in Artikel 150 Absatz 2 und Artikel 200 Paragraph 2 Absatz 4 vorgesehenen Fristen eine Entscheidung getroffen werden kann.

§ 3. Der vorliegende Artikel findet ebenfalls Anwendung auf einen Bediensteten, der durch Dienstgradwechsel den Dienstgrad eines Direktors erlangt.

§ 4. Ein Bediensteter, dem vor Ablauf der Probezeit durch interne Mobilität eine andere Direktorenstelle zugewiesen wird, dem eine Stelle entzogen wird oder dessen Stelle gestrichen wurde und der in einer anderen Direktorenstelle neu zugewiesen wird, unterliegt einer weiteren Probezeit von einem Jahr. Im Falle einer Zurückversetzung in den vorherigen Dienstgrad ist unter dem vorherigen Dienstgrad der Dienstgrad zu verstehen, den der Bedienstete vor seiner Beförderung zum Direktor hatte.

§ 5. Dieser Artikel gilt nicht für Bedienstete, die vor seinem Inkrafttreten befördert wurden.“.

Art. 3 - In Artikel 52bis Absatz 1 Ziffer 1 desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird das Wort "fünfzehn" durch das Wort "fünf" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 53 § 2 Ziffer 1 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird das Wort "sechs" durch das Wort "vier" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 302 § 1 Ziffer 1 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017, wird das Wort "sechs" durch das Wort "fünf" ersetzt.

Abschnitt 2 — Abänderungen in Bezug auf die Versetzung, den Stellentausch, die zeitweilige Versetzung und die interne und externe Mobilität

Art. 6 - Artikel 71 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° *Paragraf 1 wird wie folgt abgeändert:*

a) in Absatz 8 wird die Wortfolge "zwischen dem 1. Juli und dem 31. August" durch die Wortfolge "vom 15. Juli bis zum 15. August" ersetzt;

b) in Absatz 9 Ziffer 1 wird die Wortfolge "einundzwanzig" durch die Wortfolge "fünfzehn" ersetzt;

c) in Absatz 9 wird Ziffer 1 durch folgende Bestimmung ergänzt: "diese Frist kann um bis zu zwei Wochen verlängert werden, wenn der Beginn der Frist oder ihr Ablauf in die Zeit der Sommerschulferien fällt";

2° *Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:*

"§ 2. Für die Anwerbungsstellen und die Führungsstellen in den Diensträngen B1, C1 und D1 wird die Versetzung auf den Antrag des Bediensteten vom Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung auf der Grundlage eines begründeten Vorschlags des Generaldirektors, von dem die Stelle abhängt, und nach Stellungnahme des betreffenden Generalinspektors beschlossen; dieser Vorschlag wird u.a. auf der Grundlage der Motivation des Bewerbers und der Übereinstimmung mit dem Funktionsprofil unterbreitet.

Für die Führungsstellen und die Stellen der Dienstränge A4 und höher wird die Versetzung auf Antrag des Bediensteten von der Regierung nach dem für diese Stellen geltenden Verfahren beschlossen.“;

3° *Paragraf 3 Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:*

"Für die Anwerbungsstellen und die Führungsstellen in den Diensträngen B1, C1 und D1 wird die Versetzung von Amts wegen vom Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung auf der Grundlage übereinstimmender begründeter Vorschläge oder Stellungnahmen der Generaldirektoren nach Stellungnahme der betreffenden Generalinspektoren beschlossen.“;

4° in Paragraf 4 wird die Wortfolge "des Dienstrangs A5" zwischen das Wort "Führungsstellen" und die Wortfolge "und die Stellen der Ränge A4 und A3" eingefügt;

5° in Paragraf 5 wird die Wortfolge "Der Bedienstete darf keinen Antrag auf Versetzung vor einer Frist von zwei Jahren ab der Zuteilung seiner Stelle beantragen." durch die Wortfolge "Der Bedienstete darf innerhalb eines Jahres nach der Zuteilung seiner Stelle keinen Antrag auf Versetzung stellen." ersetzt.

Art. 7 - Artikel 72 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "des Dienstrangs A5 und A6 " durch die Wortfolge "der Dienstränge A4, A5 und A6" ersetzt;

2° *Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:*

a) in Absatz 1 wird die Wortfolge "Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen" durch die Wortfolge "Generaldirektoren nach Stellungnahme der betreffenden Generalinspektoren" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "die Bediensteten der Stufe A" durch die Wortfolge "die Führungsstellen des Dienstrangs A5 und die Stellen des Dienstrangs A4" ersetzt;

3° *Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:*

a) in Absatz 1 wird nach dem Wort "befügt" die Wortfolge ", gegebenenfalls auf elektronischem Wege" eingefügt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Der Bedienstete darf keinen Antrag auf Stellentausch vor einer Frist von zwei Jahren ab der Zuteilung seiner Stelle einreichen." durch die Wortfolge "Der Bedienstete darf innerhalb eines Jahres nach der Zuteilung seiner Stelle keinen Antrag auf Stellentausch stellen." ersetzt.

Art. 8 - Artikel 73 Paragraf 2 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "auf gemeinsamen Vorschlag oder gemeinsames Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen" durch die Wortfolge "auf der Grundlage übereinstimmender begründeter Vorschläge oder Stellungnahmen der Generaldirektoren nach Stellungnahme der betreffenden Generalinspektoren" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "auf gemeinsamen Vorschlag oder gemeinsames Gutachten der Direktionsausschüsse der betreffenden Generaldirektionen" aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 75 desselben Kodex, zuletzt ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird Paragraf 4 durch folgendes ersetzt:

“§ 4. Für die Anwerbsstellen und die Führungsstellen in den Dienststrängen B1, C1 und D1 wird die interne oder externe Mobilität auf den Antrag des Bediensteten vom Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung auf der Grundlage eines begründeten Vorschlags des Generaldirektors und nach Stellungnahme des Generalinspektors, von dem die Stelle abhängt, beschlossen; dieser Vorschlag wird u.a. auf der Grundlage der Motivation des Bewerbers und der Übereinstimmung mit dem Funktionsprofil unterbreitet.

Für die Führungsstellen des Dienststranges A5 und die Stellen der Dienststränge A4 und A3 beschließt die Regierung nach dem für diese Stellen geltenden Verfahren über die interne oder externe Mobilität auf Antrag des Bediensteten.

Für die Anwerbsstellen und die Führungsstellen in den Dienststrängen B1, C1 und D1 beschließt der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung auf der Grundlage eines begründeten Vorschlags des betreffenden Generaldirektors und nach Stellungnahme des betroffenen Generalinspektors über die interne oder externe Mobilität von Amts wegen.

“Für die Führungsstellen des Dienststranges A5 und die Stellen der Dienststränge A4 und A3 beschließt die Regierung über die interne oder externe Mobilität von Amts wegen. ».

Art. 10 - In Artikel 288 Ziffer 1° bis desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, wird die Wortfolge “mit Ausnahme der Bestimmungen über die externe Mobilität” durch die Wortfolge “wobei die betreffenden Kapitel jedoch nur in Bezug auf Maßnahmen von Amts wegen auf sie anwendbar sind” ersetzt.

Abschnitt 3 — Abänderungen in Bezug auf die Auswahl

Art. 11 - In Artikel 114 § 4 desselben Kodex, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 2. September 2021, wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der Prüfungsausschuss zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.”.

Abschnitt 4 — Abänderungen in Bezug auf die Jahresendzulage

Art. 12 - Artikel 280 desselben Kodex wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“In Abweichung von Absatz 1 wird bei Beendigung des Amtes die Jahresendzulage zusammen mit dem Urlaubsgeld innerhalb der in Artikel 272 Paragraf 2 festgelegten Frist ausgezahlt.”.

Abschnitt 5 — Abänderungen in Bezug auf die Generalinspektoren-Sachverständigen

Art. 13 - Artikel 365 desselben Kodex wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 erhält folgende Fassung:

“Auf die Beförderung in den Dienstgrad eines Generalinspektoren-Sachverständigen folgt eine Probezeit, nach deren Abschluss und im Falle einer ungünstigen Bewertung der beförderte Bedienstete in seinen vorigen Dienstgrad zurückgestuft wird.”;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge “Für den versetzten Bediensteten dauert sie jedoch ein Jahr.” aufgehoben;

3° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

“Die zu berücksichtigende Bewertung ist die endgültig erteilte Bewertung, gegebenenfalls nach Stellungnahme der Beschwerdekammer gemäß Artikel 335. Im Falle einer Beschwerde vor der Beschwerdekammer wird die Probezeit um den Zeitraum verlängert, der erforderlich ist, damit innerhalb der in Artikel 150 Absatz 2 und Artikel 200 Paragraf 2 Absatz 4 vorgesehenen Fristen eine Entscheidung getroffen werden kann”;

4° in Absatz 3, der zu Absatz 4 wird, wird die Wortfolge “versetzten oder” aufgehoben.

KAPITEL 2 — Schlussbestimmungen

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 15 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48235]

12 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot het Waals openbaar ambt

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 juni 2014 houdende regeling van de functieproef bedoeld in artikel 114 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 april 2023;

Gelet op de instemming van de Minister voor Ambtenarenzaken, gegeven op 17 mei 2023;

Gelet op het rapport van 12 maart 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 843 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 7 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies nr. 74.286/2, gericht aan de Raad van State op 24 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht de Minister voor Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Afdeling 1. — Wijzigingen betreffende de bevordering door verhoging in graad

Artikel 1. In artikel 50, § 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord “zes” vervangen door het woord “vijf”.

Art. 2. In dezelfde Code wordt een artikel 50/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 50/1. § 1. De bevordering tot de graad van directeur wordt gevolgd door een proefperiode, waarna de bevorderde ambtenaar bij een ongunstige evaluatie naar zijn vorige graad wordt gedegradeerd.

De in zijn vorige graad herstelde ambtenaar, wordt gereffecteerd.

De ambtenaar met een gunstige evaluatie wordt van rechtswege bevorderd.

§ 2. De proefperiode duurt een jaar.

In afwijking van artikel 144 is de voorbehouden evaluatie niet van toepassing; er wordt alleen een gunstige of ongunstige evaluatie toegekend.

In afwijking van artikel 145 zijn het principe van een onderhoud om de twee jaar en het principe van het wachten op de periode van 15 september tot 15 december voor de evaluatie niet van toepassing.

In afwijking van artikel 151 geeft een ongunstige evaluatie geen aanleiding tot een tussentijdse evaluatie.

De in aanmerking te nemen evaluatie is de definitief toegekende evaluatie, in voorkomend geval na advies of beslissing van de kamer van beroep overeenkomstig artikel 150. Bij een beroep bij de kamer van beroep wordt de proefperiode verlengd met de tijd die nodig is om de overheid in staat te stellen een beslissing te nemen binnen de in artikel 150, tweede lid, en artikel 200, lid 2, vierde lid, vastgestelde termijnen.

§ 3. Dit artikel is eveneens van toepassing op de ambtenaar die door verandering van graad de graad van directeur krijgt.

§ 4. Voor de ambtenaar die vóór het verstrijken van de proefperiode door interne mobiliteit een andere functie als directeur krijgt toegewezen, wiens functie wordt ingetrokken of wiens functie wordt afgeschaft en die in een andere functie van directeur wordt gereffecteerd, geldt een nieuwe proeftijd van een jaar. Bij herplaatsing in de vorige graad wordt onder vorige graad verstaan de graad die de ambtenaar bekleedde vóór zijn bevordering tot de graad van directeur.

§ 5. Dit artikel is niet van toepassing op ambtenaren die vóór de inwerkingtreding van dit artikel zijn bevorderd.”.

Art. 3. In artikel 52bis, eerste lid, 1°, van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord “vijftien” vervangen door het woord “vijf”.

Art. 4. In artikel 53, § 2, 1°, van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord “zes” vervangen door het woord “vier”.

Art. 5. In artikel 302, § 1, 1°, van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017, wordt het woord “zes” vervangen door het woord “vijf”.

Afdeling 2. — Wijzigingen betreffende de mutatie, permutatie, tijdelijke mutatie, interne en externe mobiliteit

Art. 6. In artikel 71 van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 8 worden de woorden “tussen 1 juli en 31 augustus” vervangen door de woorden “van 15 juli tot 15 augustus”;

b) in paragraaf 9, 1°, wordt het woord “eenentwintig” vervangen door het woord “vijftien”;

c) in lid 9 wordt punt 1° aangevuld met de woorden “; deze termijn kan met maximaal twee weken worden verlengd indien de begindatum van de termijn of het einde ervan in een zomerschoolvakantieperiode valt”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 2. Voor de wervingsbetrekkingen en staffuncties in de rangen B1, C1 en D1 wordt over een mutatie op verzoek van de ambtenaar beslist door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteuning, op gemotiveerd voorstel van de directeur-generaal onder wie de te bezetten functie ressorteert, na raadpleging van de betrokken inspecteur-generaal, met name op basis van de motivatie van de kandidaat en de geschiktheid van het functieprofiel.

In het geval van staffuncties en functies in de rangen A4 en hoger wordt over de mutatie op verzoek van de ambtenaar beslist door de Regering volgens de voor deze functies geldende procedure.”;

3° in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“Voor de wervingsbetrekkingen en staffuncties in de rangen B1, C1 en D1 wordt over een mutatie van ambtswege beslist door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteuning op basis van een voorstel of een gezamenlijk met redenen omkleed advies van de directeuren-generaal na advies van de betrokken inspecteuren-generaal.”;

4° in paragraaf 4 worden de woorden “van rang A5” ingevoegd tussen de woorden “de staffuncties” en de woorden “en de betrekkingen van rang A4 en A3”;

5° in paragraaf 5 worden de woorden “twee jaar” vervangen door de woorden “één jaar”.

Art. 7. In artikel 72 van dezelfde Code, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “rang A5 en A6” vervangen door de woorden “rang A4, A5 en A6”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal” vervangen door de woorden “de directeuren-generaal na raadpleging van de betrokken inspecteuren-generaal”;

b) in lid 2 worden de woorden “Voor de ambtenaren van niveau A” vervangen door “Voor de staffuncties van rang A5 en de betrekkingen van rang A4”;

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “in voorkomend geval, langs elektronische weg” ingevoegd tussen de woorden “De ambtenaar dient zijn permutatieaanvraag” en de woorden “in aan de hand van een formulier”;

b) in lid 2 worden de woorden “twee jaar” vervangen door de woorden “één jaar”.

Art. 8. In artikel 73, § 2, van dezelfde Code, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “op gezamenlijk voorstel of gezamenlijk advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal” vervangen door de woorden “op basis van een voorstel of een gezamenlijk met redenen omkleed advies van de directeuren-generaal na raadpleging van de betrokken inspecteuren-generaal”;

2° in lid 2 worden de woorden “op gezamenlijk voorstel of gezamenlijk advies van de Directiecomités van de betrokken Directoraten-generaal” opgeheven.

Art. 9. In artikel 75 van dezelfde Code, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, wordt paragraaf 4 vervangen door wat volgt:

“§ 4. Voor de wervingsbetrekkingen en staffuncties van rang B1, C1 en D1 wordt over de interne of externe mobiliteit op verzoek van de ambtenaar beslist door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteuning, op gemotiveerd voorstel van de directeur-generaal, na advies van de inspecteur-generaal onder wie de te bezetten functie ressorteert, met name op basis van de motivatie van de kandidaat en de geschiktheid van het functieprofiel

Voor staffuncties van rang A5 en betrekkingen van rang A en A3 beslist de Regering op verzoek van de ambtenaar over interne of externe mobiliteit, volgens de voor deze functies geldende procedure.

Voor wervingsbetrekkingen en staffuncties van B1, C1 en D1 beslist de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteuning, op gemotiveerd voorstel van de betrokken directeur-generaal en na raadpleging van de betrokken inspecteur-generaal, over automatische interne of externe mobiliteit.

Voor de staffuncties van rang A5 en de betrekkingen van rang A4 en A3 beslist de Regering over interne of externe mobiliteit van ambtswege.”.

Art. 10. In artikel 288, 1°bis, van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, worden de woorden “met uitzondering van de bepalingen betreffende de externe mobiliteit.” vervangen door de woorden “; de hoofdstukken in kwestie zijn echter alleen van toepassing op ambtshalve maatregelen”.

Afdeling 3. — Wijzigingen betreffende de selectie

Art. 11. In artikel 114, § 4, van dezelfde Code, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 2 september 2021, wordt een tweede lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Niet meer dan tweederde van de juryleden mag van hetzelfde geslacht zijn.”.

Afdeling 4. — Wijzigingen betreffende de eindejaarstoelage

Art. 12. Artikel 280 van dezelfde Code wordt aangevuld met een tweede lid dat als volgt luidt:

“In afwijking van het eerste lid wordt bij beëindiging van de functie de eindejaarstoelage binnen de in artikel 272, lid 2, gestelde termijn tegelijk met het vakantiegeld uitbetaald.”.

Afdeling 5. — Wijzigingen betreffende de deskundige-inspecteuren-generaal

Art. 13. In artikel 365 van dezelfde Code worden de volgende wijzigingen worden aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door

“De bevordering tot de graad van deskundige-inspecteur-generaal wordt gevolgd door een proefperiode, waarna de bevorderde ambtenaar bij een ongunstige evaluatie naar zijn vorige graad wordt gedegradeerd.”;

2° in lid 2 worden de woorden “Ze duurt evenwel één jaar voor de gemuteerde ambtenaar.” opgegeven ;

3° tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De in aanmerking te nemen evaluatie is de definitief toegekende evaluatie, in voorkomend geval na advies van de kamer van beroep overeenkomstig artikel 335. Bij een beroep bij de kamer van beroep wordt de proefperiode verlengd met de tijd die de overheid nodig heeft om binnen de in artikel 150, tweede lid, en artikel 200, paragraaf 2, vierde lid, gestelde termijnen een beslissing te nemen.”;

4° in lid 3, dat lid 4 wordt, worden de woorden “gemuteerde of” opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen te rekenen vanaf de dag volgend op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 12 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/48158]

14 DECEMBRE 2023. — Ordonnance prolongeant les effets de l'ordonnance du 4 décembre 2020 accordant une dispense exceptionnelle de permis d'urbanisme et de permis d'environnement au SPF Justice pour l'utilisation temporaire de l'ancien siège de l'OTAN à des fins juridictionnelles

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 5 de l'ordonnance du 4 décembre 2020 accordant une dispense exceptionnelle de permis d'urbanisme et de permis d'environnement au SPF Justice pour l'utilisation temporaire de l'ancien siège de l'OTAN à des fins juridictionnelles, les mots «trois ans» sont remplacés par les mots «six ans».

Art. 3. La présente ordonnance entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—
Note

Documents du Parlement:
Session ordinaire 2023-2024

A-779/1 Proposition d'ordonnance

A-779/2 Rapport

Compte rendu intégral:

Discussion et adoption: séance du jeudi 7 décembre 2023

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/48158]

14 DECEMBER 2023. — Ordonnantie tot verlenging van de gevolgen van de ordonnantie van 4 december 2020 tot toekenning van een uitzonderlijke vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning en milieuvergunning aan de FOD Justitie voor het tijdelijke gebruik van de voormalige hoofdzetel van de NAVO voor gerechtelijke doeleinden

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 5 van de ordonnantie van 4 december 2020 tot toekenning van een uitzonderlijke vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning en milieuvergunning aan de FOD Justitie voor het tijdelijke gebruik van de voormalige hoofdzetel van de NAVO voor gerechtelijke doeleinden, worden de woorden "drie jaar" vervangen door de woorden "zes jaar".

Art. 3. Deze ordonnantie treedt in werking de dag nadat zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—
Nota

Documenten van het Parlement:
Gewone zitting 2023-2024

A-779/1 Voorstel van ordonnantie

A-779/2 Verslag

Integraal verslag:

Bespreking en aanneming: vergadering van donderdag 7 december 2023